

Statuts

I. FORME JURIDIQUE – NOM – SIEGE – OBJET

Article 1. Forme juridique – Dénomination

L'association est une association sans but lucratif agréée comme union professionnelle.

L'association porte le nom d' « *Union Professionnelle du Crédit* », en abrégé « *UPC* », en français, ou de « *Beroepsvereniging van het Krediet* », en abrégé « *BVK* », en néerlandais.

Ce nom doit apparaître sur tous les actes, factures, annonces, communications, lettres, ordres et autres pièces émanant de l'association, et être immédiatement précédé ou suivi des mots « *association sans but lucratif agréée comme union professionnelle* » ou de l'abréviation « *ASBL agréée comme union professionnelle* », ainsi que de l'indication scrupuleuse de l'adresse du siège de l'association.

Article 2. Siège

Le siège de l'association est établi dans la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil d'Administration est compétent pour déplacer le siège vers un quelconque autre endroit en Belgique et pour remplir les exigences relatives à la publicité allant de pair, pour autant que ce transfert ne nécessite pas de changement de la langue des statuts conformément à la législation linguistique applicable.

Article 3. Durée

L'association est constituée pour une durée indéterminée.

Article 4. Objet

L'association a pour objet la représentation et la défense des intérêts du secteur professionnel du crédit, en particulier dans le cadre du crédit à la consommation et du crédit immobilier aux particuliers.

A cette fin, elle a pour mission de protéger et de développer les intérêts professionnels de ses membres. Par conséquent, sa tâche comprend plus particulièrement :

- a) l'élargissement et le renforcement des sentiments de solidarité et de confraternité de ses membres ;
- b) la constitution d'un centre d'action fort avec pour objectif de promouvoir les principes sains du crédit aux particuliers au sens le plus large ;
- c) l'étude des problèmes juridiques, fiscaux, économiques, sociaux et commerciaux en lien avec l'activité de ses membres, d'être leur représentant et le défenseur et le protecteur de leurs intérêts auprès des autorités et des autres instances ;
- d) de conclure des règlements amiables en ce qui concerne les affaires professionnelles qui lui seraient présentées ;

- e) d'établir les règles déontologiques qui sont propres à la profession ;
- f) de prendre toutes les mesures pour la création de tous les organismes de mutualité, de coopération et de documentation qui contribuent au maintien de la situation morale et matérielle de ses membres.

L'association peut accorder toute forme de collaboration et participer de toutes les manières à des associations, entreprises ou institutions de niveau belge, européen ou international ayant un objet similaire ou apparenté ou susceptibles de contribuer à la réalisation ou à l'évolution de son objectif. L'association peut déployer toutes les activités liées directement ou indirectement, totalement ou partiellement, aux objectifs désintéressés précités ou à leur développement, en ce compris des activités commerciales ou lucratives annexes dans les limites de ce qui est légalement autorisé et pour autant que les produits qui en résultent soient affectés exclusivement à tout moment à la réalisation des objectifs désintéressés.

II. MEMBRES

Article 5. Catégories de membres – Droits – Conditions d'éligibilité

L'association a des membres ordinaires et des membres adhérents (ci-après également dénommés ensemble « membre » ou « membres »).

Le nombre de membres ordinaires est illimité mais doit être au moins de deux.

Les membres ordinaires ont le droit de vote à l'Assemblée Générale. Ils ont en outre les droits que confère le Code des sociétés et des associations (CSA) aux membres d'une association sans but lucratif ou ceux qui sont décrits dans les présents statuts.

Les membres adhérents ne participent pas à l'Assemblée Générale et n'ont pas de droit de vote. Ils ont en outre les droits qui sont décrits dans les présents statuts.

La qualité de membre ordinaire peut être accordée à toute personne morale qui répond aux conditions suivantes :

- a) pratiquer honorablement une activité en rapport avec le crédit dans les limites définies par le règlement interne ;
- b) avoir satisfait aux conditions requises par les dispositions légales pour l'exercice de la profession ;
- c) adhérer aux statuts, s'engager à se conformer à toutes règles adoptées dans le cadre de ceux-ci et s'interdire tout acte préjudiciable à l'objet de l'association ou de nature à porter atteinte, soit à son honneur ou à sa considération personnelle, soit à l'honneur ou à la considération de l'association ou de ses membres ;
- d) adhérer par le fait même de son affiliation à l'association, aux règlements du service de médiation du secteur financier, destiné à traiter les plaintes émanant des clients particuliers des entreprises affiliées à diverses associations professionnelles du secteur financier, pour autant qu'aucune loi particulière qui s'applique à cette personne morale ne rende un autre service de médiation compétent ;

- e) accepter, par le fait même de son affiliation à l'association, d'être membre "adhérent" de la Fédération belge du Secteur financier (Febelfin ASBL).

La qualité de membre adhérent peut être accordée aux anciens membres ordinaires de l'association auxquels l'agrément comme prêteur de crédit à la consommation a été retiré en application de l'article VII.67 du Code de droit économique.

Article 6. Membre – Admission

Les candidats membres soumettent leur candidature au Conseil d'Administration.

Les candidats membres doivent adhérer aux statuts et au règlement interne de l'association en les signant et s'engager à payer la cotisation de membre. Le Conseil d'Administration peut apporter des précisions concernant le mode de dépôt et de traitement des candidatures en tant que membre.

Le Conseil d'Administration décide de façon discrétionnaire et sans motivation particulière sur l'admission de membres.

Article 7. Cotisations

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale fixe le montant des cotisations statutaires de membres à l'association au moment où le budget annuel est approuvé.

La cotisation statutaire annuelle de membre ordinaire sera de maximum 150.000 EUR par an (ce montant sera indexé chaque année en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation).

L'Assemblée Générale peut fixer différentes cotisations statutaires de membres pour les membres.

Article 8. Registre des membres

Le Conseil d'Administration tient, au siège de l'association, un registre des membres. Ce registre mentionne les nom, prénom et domicile des membres ou, s'il s'agit d'une personne morale, le nom, la forme juridique et l'adresse du siège. En outre, toutes les décisions relatives à l'adhésion, au retrait ou à l'exclusion de membres doivent être inscrites dans ce registre dans les huit jours suivant la date de la prise de décision ou de la notification de cette décision. Le registre peut être tenu sous la forme électronique.

Article 9. Démission – Suspension – Exclusion

Chaque membre peut à tout moment démissionner en tant que membre de l'association en notifiant sa décision par courrier recommandé au Président du Conseil d'Administration.

Un membre qui ne satisfait plus aux conditions d'éligibilité mentionnées à l'Article 5 perd de plein droit sa qualité de membre de l'association.

Un membre ordinaire qui perd sa qualité de membre de Febelfin ASBL perd de plein droit sa qualité de membre ordinaire de l'association.

Un membre est considéré de plein droit comme démissionnaire s'il n'a pas payé sa cotisation de membre (ou la partie non payée de celle-ci) dans les trente (30) jours suivant la mise en demeure par le Conseil d'Administration du membre concerné par lettre recommandée.

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale peut, par vote secret, décider d'exclure un membre ordinaire. L'Assemblée Générale peut notamment exclure un membre ordinaire si celui-ci agit contre les objectifs de l'association, se rend coupable d'un manquement grave à ses obligations en tant que membre ordinaire ou porte gravement atteinte aux intérêts de l'association. Le membre ordinaire dont l'exclusion est proposée a le droit d'être entendu par l'Assemblée Générale.

L'exclusion d'un membre ordinaire doit être mentionnée dans la convocation à l'Assemblée Générale. La décision d'exclure un membre ordinaire n'est juridiquement valable que si au moins deux tiers du nombre total des voix dont disposent les membres ordinaires sont présents ou représentés et que cette décision est prise à la majorité des trois quarts des voix exprimées par les membres présents ou représentés.

Si à la première assemblée moins des deux tiers des membres ordinaires sont présents ou représentés, une seconde assemblée peut être convoquée qui peut valablement délibérer et décider ainsi qu'adopter des amendements aux majorités déterminées ci-dessus, quel que soit le nombre de membres ordinaires présents ou représentés. La deuxième réunion ne peut avoir lieu moins de quinze jours ni plus de 30 jours après que la première réunion se soit tenue.

Si le Conseil d'Administration décide de proposer l'exclusion d'un membre ordinaire, il peut suspendre le membre ordinaire en question dans l'attente de la décision de l'Assemblée Générale sur cette exclusion.

Le Conseil d'Administration peut décider de la suspension ou de l'exclusion d'un membre adhérent ou de lui retirer le droit à un ou plusieurs de ses avantages ou services. Le Conseil d'Administration peut prendre une telle décision notamment si le membre adhérent concerné agit contre les objectifs de l'association, se rend coupable d'un manquement grave à ses obligations en tant que membre adhérent ou porte gravement atteinte aux intérêts de l'association. Le membre adhérent dont la suspension, l'exclusion ou le retrait du droit à un ou plusieurs avantages ou services est proposé a le droit d'être entendu par le Conseil d'Administration. Il sera à cette fin invité par courrier recommandé, au moins 10 jours avant la date de la réunion pendant laquelle le Conseil d'Administration prendra la décision.

La décision de suspension ou d'exclusion d'un membre adhérent ou le retrait du droit à un ou plusieurs de ses avantages ou services est seulement prise valablement si la moitié des administrateurs sont présents ou représentés et à la majorité simple des voix émises par les administrateurs présents ou représentés.

Un membre qui démissionne, est suspendu ou exclu ne peut prétendre au patrimoine de l'association et n'a pas droit au remboursement des cotisations de membres déjà payées. La cotisation de membre

encore due par un membre démissionnaire, suspendu ou exclu, reste due pour l'exercice comptable complet au cours duquel la démission, la suspension ou l'exclusion a eu lieu.

Article 10. Droits des membres concernant le patrimoine de l'association

Aucun membre ne peut se prévaloir de droits ou exercer de droits sur le patrimoine de l'association sur la base de sa seule qualité de membre.

III. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Article 11. Assemblée Générale - Composition

L'Assemblée Générale se compose de tous les membres ordinaires.

L'Assemblée Générale est présidée par le Président du Conseil d'Administration ou par l'administrateur désigné à cette fin par le Conseil d'Administration.

Article 12. Assemblée Générale - Compétences

Les compétences suivantes peuvent exclusivement être exercées par l'Assemblée Générale :

- a) la modification des statuts ;
- b) la nomination et la révocation des administrateurs, la nomination et la révocation des commissaires et la fixation de leur rémunération le cas échéant ;
- c) la décharge aux administrateurs et au commissaire ainsi que, le cas échéant, l'introduction d'une action de l'association contre les administrateurs et les commissaires ;
- d) l'approbation du budget et des comptes annuels ;
- e) la dissolution de l'association ;
- f) l'exclusion d'un membre ordinaire ;
- g) la transformation de l'association en une AISBL, une société coopérative agréée comme entreprise sociale, ou en une société coopérative entreprise sociale agréée ;
- h) effectuer ou accepter l'apport à titre gratuit d'une universalité ; et
- i) tous les autres cas dans lesquels le CSA ou ces statuts l'exigent.

Article 13. Assemblée Générale – Réunions

L'Assemblée Générale annuelle se tient au plus tard le dernier jeudi de janvier, ou à tout autre jour de la semaine dans laquelle le dernier jeudi de janvier tombe, au siège social ou à l'endroit stipulé dans la convocation. Si ce jour est un jour férié légal, l'Assemblée Générale annuelle aura lieu le premier jour bancaire ouvrable suivant, à la même heure. L'Assemblée Générale est convoquée par le Président ou par une majorité des membres du Conseil d'Administration. Le Président doit convoquer l'Assemblée Générale dans les vingt-et-un (21) jours lorsqu'un cinquième des membres ordinaires le demandent. L'Assemblée Générale se tient au plus tard le quarantième jour qui suit cette demande.

La convocation est envoyée à tout le moins quinze jours avant la date de l'Assemblée Générale à l'ensemble des membres ordinaires, administrateurs et commissaires. La convocation contient l'ordre du jour de l'Assemblée Générale. Cette convocation peut prendre n'importe quelle forme. Si l'Assemblée Générale doit délibérer et décider d'une modification des statuts, ces modifications sont expressément indiquées dans la convocation.

Toute proposition signée par au moins un vingtième des membres ordinaires est inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale suivante. Si la convocation pour l'Assemblée Générale suivante a déjà été envoyée, la proposition est inscrite à l'ordre du jour de la première Assemblée Générale suivant l'Assemblée Générale déjà convoquée.

Le Président veille à ce que soient établis les procès-verbaux de chaque réunion de l'Assemblée Générale. Tous les procès-verbaux sont signés par le Président. Les procès-verbaux sont conservés dans un registre des procès-verbaux.

Article 14. Assemblée Générale – Quorum et vote

Sauf dans les cas prévus au paragraphe 6, dans lesquels chaque membre ordinaire a seulement une voix, les membres ordinaires ont droit chacun au nombre de voix ci-dessous pendant l'assemblée générale, étant entendu qu'un membre ordinaire peut appartenir aussi bien à la catégorie a/b qu'à la catégorie c/d et donc éventuellement avoir droit à 4 voix :

a)	chaque membre ordinaire qui appartient à la première moitié des membres ordinaires classés par ordre décroissant de leurs encours en crédits non hypothécaires servant de base au calcul de la cotisation de l'année de l'Assemblée Générale	2
b)	chaque membre ordinaire qui appartient à la seconde moitié des membres ordinaires classés par ordre décroissant de leurs encours en crédits non hypothécaires servant de base au calcul de la cotisation de l'année de l'Assemblée Générale	1
c)	chaque membre ordinaire qui appartient à la première moitié des membres ordinaires classés par ordre décroissant de leurs encours en crédits hypothécaires servant de base au calcul de la cotisation de l'année susmentionnée	2
d)	chaque membre ordinaire qui appartient à la seconde moitié des membres ordinaires classés par ordre décroissant de leurs encours en crédits hypothécaires servant de base au calcul de la cotisation de l'année susmentionnée	1
e)	chaque membre ordinaire n'ayant pas d'encours de crédits non hypothécaires ou hypothécaires servant de base au calcul de la cotisation	1
f)	chaque membre ordinaire qui est un assureur-crédit	2

En cas de nombre impair d'institutions prises en considération pour l'octroi du nombre de voix correspondant aux crédits non hypothécaires et/ou aux crédits hypothécaires, servant de base au calcul de la cotisation, la première moitié des membres ordinaires classés est arrondie à l'unité supérieure.

Au cas où plusieurs membres ordinaires auraient un encours identique pouvant prétendre à l'octroi de deux voix, chacun de ceux-ci en bénéficierait.

Un membre ordinaire peut donner mandat à un autre membre ordinaire pour participer à la délibération et au vote. Un membre ordinaire ne peut pas représenter plus d'un autre membre ordinaire pendant l'Assemblée Générale.

Les décisions de l'Assemblée Générale sont prises à une majorité simple des voix exprimées par les membres ordinaires présents ou représentés, sauf disposition contraire dans les statuts. Les abstentions, votes blancs ou votes irréguliers ne sont pas pris en compte dans le calcul de la majorité.

L'Assemblée Générale ne peut délibérer et décider valablement concernant une modification des statuts que si au moins deux tiers des membres ordinaires sont présents ou représentés. Une modification des statuts doit être approuvée à la majorité des trois quarts des voix exprimées par les membres ordinaires présents ou représentés. Une modification de l'objet de l'association doit cependant être approuvée à une majorité des quatre cinquièmes des voix exprimées par les membres ordinaires présents ou représentés. En cas de modification des statuts ou modification de l'objet, les abstentions ne sont prises en compte ni au numérateur ni au dénominateur.

Si lors de la première réunion moins de deux tiers des membres ordinaires sont présents ou représentés, une deuxième réunion peut être convoquée avec le même ordre du jour, qui peut délibérer et décider valablement, quel que soit le nombre de membres ordinaires présents ou représentés. La deuxième réunion ne peut avoir lieu moins de quinze jours ni plus de 30 jours après que la première réunion se soit tenue.

En cas de partage des voix, le Président dispose d'une voix prépondérante.

IV. CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 15. Conseil d'Administration – Composition

Le Conseil d'Administration est composé d'au moins 10 administrateurs et de maximum 16 administrateurs, qui doivent tous être ressortissants d'un état membre de l'Union européenne, ou, à défaut, être autorisés à résider en Belgique, être inscrits au registre de la population et exercer régulièrement des activités professionnelles en Belgique.

Les administrateurs sont nommés par l'Assemblée Générale. Les Administrateurs exercent leur mandat à titre gratuit.

Article 16. Conseil d'Administration – Président – Vice-Présidents - Trésorier

Le Conseil d'Administration nomme parmi ses membres qui sont également membres du Bureau un Président, deux Vice-Présidents et un Trésorier qui rempliront les fonctions qui leur sont conférées en vertu des statuts, ou de tout règlement interne quelconque. Ils rempliront également les missions que leur confie le Conseil d'Administration.

Le Président est nommé pour une durée de deux ans maximum, renouvelable, sans que le mandat de Président puisse être exercé pour une période continue de plus de quatre ans. Après l'exercice d'un mandat de Président pour une période ininterrompue de quatre ans, un nouveau mandat de Président peut seulement être assumé par le même administrateur après l'échéance d'un délai de 4 ans après la fin de ce premier mandat de quatre ans.

Les Vice-Présidents et le Trésorier sont nommés pour une durée de maximum deux ans, renouvelable. Sans préjudice de ses autres compétences en vertu de ces statuts, un Vice-Président peut exercer les compétences du Président dans tous les cas où le Président est empêché.

Article 17. Conseil d'Administration – durée du mandat

Les administrateurs sont nommés pour une durée de maximum deux ans, non limitativement renouvelable. Leur mandat échet après la tenue de l'Assemblée Générale annuelle qui a lieu au cours de la deuxième année suivant leur nomination.

Les administrateurs peuvent à tout moment être démis par l'Assemblée Générale.

Chaque administrateur peut donner volontairement sa démission en notifiant sa décision par lettre ordinaire ou courrier électronique adressé au Président. Après avoir présenté sa démission, un administrateur est tenu de poursuivre son mandat pendant un délai raisonnable jusqu'à ce que son remplacement ait pu être assuré.

En cas de décès, de démission ou de révocation d'un administrateur, le Conseil d'Administration pourra désigner un successeur. L'Assemblée Générale doit valider cette décision au cours de sa réunion suivante. L'administrateur ainsi désigné poursuit le mandat de la personne qu'il remplace.

Article 18. Conseil d'Administration – Compétence

Le Conseil d'Administration est compétent pour effectuer tous les actes de gestion interne qui sont nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de l'association, à l'exception des actes pour lesquels l'Assemblée Générale est exclusivement compétente, en vertu du CSA, des présent statuts ou de tout règlement interne. Le Conseil d'Administration est notamment compétent pour :

- les orientations stratégiques générales concernant l'objet de l'association ;
- l'élaboration des règlements propres à l'organisation interne de l'association ;
- la convocation des Assemblées Générales et la fixation de leur ordre du jour ;
- la décision d'admission de membres à l'association ;
- la décision d'adhésion de l'association à des organismes économiques ou professionnels.

Sans préjudice des obligations découlant de la gestion collégiale, à savoir la concertation et le contrôle, les administrateurs peuvent se répartir les missions de gestion entre eux. Une telle répartition des tâches n'est pas opposable à des tiers, même après qu'elle ait été rendue publique. Le non-respect de celle-ci engage toutefois la responsabilité interne de l'/des administrateur(s) concerné(s).

Le Conseil d'Administration peut déléguer une partie de ses compétences administratives à une ou plusieurs personnes morales ou physiques sans que ce transfert ne puisse toutefois porter sur la politique générale de l'association ou l'ensemble des actes réservés au Conseil d'Administration.

Article 19. Conseil d'Administration – Réunions, délibérations et décisions

Le Conseil d'Administration se réunit après convocation par le Président à chaque fois que l'intérêt de l'association le requiert, et au moins trois fois par an. Le Président doit convoquer le Conseil d'Administration lorsqu'au moins deux de ses membres le demandent par écrit. Les personnes qui demandent au Président de convoquer une réunion du Conseil d'Administration précisent les points qu'elles souhaitent voir inscrire à l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration est présidé par le Président ou, en son absence, par le plus âgé des Vice-Présidents présents, ou, en leur absence, par un administrateur qui est désigné par les autres membres du Bureau.

La réunion se tient au siège de l'association ou à tout autre endroit précisé dans la convocation.

Il délibère et décide valablement lorsque la moitié de ses membres est présente ou représentée. Sauf disposition contraire dans les présents statuts, les décisions sont prises à la majorité simple des voix exprimées par les membres présents ou représentés du Conseil d'Administration. Les abstentions, votes blancs ou votes irréguliers ne sont pas pris en compte dans le calcul de la majorité. En cas de partage des voix, le Président, ou le plus âgé des Vice-Présidents présents, a une voix prépondérante.

Le Président veille à l'établissement de procès-verbaux pour chaque réunion du Conseil d'Administration. Tous les procès-verbaux sont signés par le Président. Ils sont conservés dans un registre des procès-verbaux.

L'administrateur qui, dans une décision à prendre par ou une opération soumise à l'approbation du Conseil d'Administration, a un intérêt direct ou indirect de nature patrimoniale qui est opposé avec l'intérêt de l'association, sauf lorsque cela concerne des opérations habituelles conclues dans des conditions et sous les garanties normales du marché pour des opérations de même nature, est tenu d'en informer les autres administrateurs avant que le Conseil d'Administration prenne une décision. L'administrateur ayant un conflit d'intérêts ne peut prendre part aux délibérations du Conseil d'Administration concernant ces décisions ou opérations, ni prendre part au vote sur ce point. Sa déclaration et ses explications sur la nature de cet intérêt opposé doivent figurer dans le procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration qui doit prendre la décision. Si l'association est obligée de nommer un commissaire, l'administrateur concerné doit informer le commissaire de son intérêt opposé. Dans ce cas, le Conseil d'Administration doit également décrire la nature de la décision ou opération et il doit justifier la décision prise et mentionner les conséquences patrimoniales de celle-ci pour l'association.

Le Conseil d'Administration peut délibérer par vidéo- ou téléconférence, pour autant que tous les participants soient en mesure de s'exprimer et d'être compréhensibles pour tous les autres participants.

Chaque administrateur peut remettre une procuration à un autre administrateur afin qu'il participe à la délibération et au vote. Un administrateur ne peut cependant représenter plus d'un autre administrateur au cours d'une réunion du Conseil d'Administration.

Les décisions du Conseil d'Administration peuvent être prises par consentement unanime de l'ensemble des administrateurs, exprimé par écrit.

V. LE BUREAU

Article 20. Bureau - Composition

Le Conseil d'Administration établit un Bureau. Le Bureau se compose de :

- maximum 4 représentants des membres ordinaires qui appartiennent au groupe 'grandes banques' ; à savoir le groupe des quatre premières banques ayant l'encours le plus élevé servant de base pour le calcul de la cotisation ;
- maximum 2 représentants parmi les membres ordinaires qui appartiennent au groupe 'non-grandes banques' ; à savoir le groupe des autres banques qui n'appartiennent pas au premier groupe ;
- maximum 2 représentants parmi les membres ordinaires appartenant au groupe 'non-banques' ; à savoir le groupe d'autres prêteurs, qui ne sont pas des banques.

Pour l'application de l'alinéa précédent, chaque membre ordinaire ne peut appartenir qu'à un groupe.

Les membres du Bureau sont désignés pour un délai renouvelable de deux ans.

Article 21. Bureau – Missions

Le Bureau est compétent pour :

- la préparation des réunions du Conseil d'Administration ;
- l'exécution des décisions stratégiques qui sont prises par le Conseil d'Administration ;
- les décisions indispensables nécessitées par l'extrême urgence et en fait rapport auprès du Conseil d'Administration lors de la plus prochaine réunion de ce dernier ;
- l'engagement du personnel de l'association, dont il fixe les fonctions et les rémunérations ;
- la désignation des membres chargés de représenter l'association dans ses relations avec les pouvoirs publics et avec les tiers ainsi que la détermination de leur mandat ;
- la constitution des commissions techniques pour l'étude des questions intéressant l'association ;

Le Bureau cherche, de commun accord, tous les moyens pour régler chaque litige dans lequel l'association est impliquée, soit par voie de conciliation, soit par voie d'arbitrage.

VI. GESTION JOURNALIERE - ADMINISTRATEUR DÉLÉGUÉ

Article 22. Administrateur Délégué – Directeur général

La gestion journalière de l'association ainsi que la représentation externe en ce qui concerne la gestion journalière peuvent être confiées à une personne physique ou morale qui est ou non membre du Conseil d'Administration ou membre de l'association. Cette personne porte le titre d' « Administrateur Délégué » si elle est également administrateur, ou de « Directeur Général » si elle n'est pas administrateur.

Le Conseil d'Administration nomme l'Administrateur Délégué ou le Directeur Général. La nomination de l'Administrateur Délégué ou du Directeur Général est faite pour une durée indéterminée. Le Conseil d'Administration peut à tout moment démettre l'Administrateur Délégué ou le Directeur Général de ses fonctions, et ce sans aucune obligation de motiver cette décision. A partir de ce moment, l'Administrateur Délégué est considéré, de plein droit, et avec effet immédiat, comme démissionnaire, en sa qualité d'administrateur, et il ne fait plus partie du Conseil d'Administration.

VII. RESPONSABILITE DES ADMINISTRATEURS ET DES PERSONNES CHARGEES DE LA GESTION JOURNALIERE

Article 23. Pas de responsabilité personnelle

Les administrateurs et le Directeur Général ne sont pas personnellement liés par les engagements et actes de l'association.

Vis-à-vis de l'association et des tiers, leur responsabilité est limitée à l'exercice de la mission qui leur est confiée conformément au droit commun et aux dispositions du CSA et des statuts.

VIII. REPRESENTATION

Article 24. Compétence de représentation générale

En tant que collège, le Conseil d'Administration représente l'association dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires. Il représente l'association par la majorité de ses membres.

Sans préjudice de la compétence de représentation générale du Conseil d'Administration en tant que collège, l'association est également représentée dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires par le Président et un autre administrateur agissant de concert.

Dans les limites de la gestion journalière, l'association est également représentée dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires par l'Administrateur Délégué ou le Directeur général.

La personne qui représente l'association doit, dans tous les actes engageant l'association, faire précéder ou suivre immédiatement sa signature de l'indication de la qualité en vertu de laquelle elle agit.

Article 25. Procurations

Le Conseil d'Administration peut désigner des mandataires spéciaux. Seules des procurations spéciales et limitées données pour des actes juridiques ou une série d'actes juridiques sont autorisées. Ces mandataires spéciaux n'engagent l'association que dans les limites du mandat qui leur a été accordé.

L'Administrateur Délégué et le Directeur Général peuvent désigner des mandataires spéciaux dans les limites de la gestion journalière. Seules des procurations spéciales et limitées pour des actes juridiques donnés ou une série d'actes juridiques sont autorisées. Ces mandataires spéciaux n'engagent l'association que dans les limites du mandat qui leur a été accordé.

IX. EXERCICE - COMMISSAIRE - FINANCEMENT - COMPTABILITÉ - FONDS DE RÉSERVE

Article 26. Exercice

L'exercice commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Article 27. Commissaire

Pour autant que l'association y soit légalement obligée, l'Assemblée Générale nommera un commissaire parmi les membres, personnes physiques ou morales, de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. L'Assemblée Générale fixe également la rémunération du commissaire.

Le commissaire est chargé de contrôler la situation financière de l'association, les comptes annuels, les autres comptes de l'association et la régularité des opérations par rapport au CSA et aux statuts.

Pour autant que l'association ne soit pas légalement obligée de nommer un commissaire parmi les membres, personnes physiques ou morales, de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, elle peut charger une ou plusieurs personnes du contrôle des comptes de l'association.

Article 28. Financement et comptabilité

L'association peut rassembler des fonds par tous les moyens qui ne sont pas contraires au CSA.

La comptabilité s'effectue selon les dispositions et les modalités du CSA.

Les comptes annuels sont élaborés et publiés conformément à ce qu'il est énoncé dans le CSA.

Le Conseil d'Administration soumet les comptes annuels de l'exercice précédent, ainsi qu'une proposition de budget, à l'approbation de l'Assemblée Générale annuelle.

X. DISSOLUTION ET LIQUIDATION

Article 29. Dissolution

L'Assemblée Générale décide de la dissolution de l'association.

Sans préjudice de l'article 14 des statuts, l'Assemblée Générale décide de la dissolution de l'association à la majorité des quatre cinquièmes des voix exprimées par les membres ordinaires présents ou représentés et à condition qu'au moins deux tiers des membres ordinaires soient présents ou représentés.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première réunion, il peut être convoqué une deuxième réunion qui pourra délibérer valablement quel que soit le nombre de membres ordinaires présents ou représentés. La deuxième réunion ne peut avoir lieu moins de quinze jours ni plus de 30 jours après que la première réunion se soit tenue.

À partir de la décision de dissolution, l'association indique toujours qu'elle agit en tant que « *ASBL en liquidation* ».

Article 30. Liquidation

Si la proposition de dissolution est approuvée, l'Assemblée Générale nomme un ou plusieurs liquidateur(s) dont elle définira la mission en tenant compte des dispositions du CSA. Cette décision peut être prise conformément aux exigences ordinaires en termes de quorum et de majorité.

Article 31. Publications

Toutes les décisions concernant la dissolution, les conditions de liquidation, la désignation et la démission des liquidateurs, la clôture de la liquidation et l'affectation de l'actif net sont publiées conformément au CSA.

Article 32. Affectation du patrimoine en cas de dissolution

En cas de dissolution, l'Assemblée Générale destina l'actif net de l'association à une ou plusieurs institutions sans but lucratif ayant pour objectif la défense des intérêts des entreprises financières établies en Belgique ou la promotion du centre financier belge.

En aucun cas, les membres de l'association ne peuvent se prévaloir d'un quelconque droit sur le patrimoine de l'association.

XI. REGLEMENT INTERNE

Article 33. Règlement interne

L'Assemblée Générale ou, dans les limites de ses compétences, le Conseil d'Administration, peut compléter ou concrétiser les statuts au moyen d'un règlement interne (sous quelque dénomination que ce soit). Le Conseil d'Administration veille à ce que le règlement interne soit porté à la connaissance des membres.

La version la plus récente du règlement interne date du 31.01.2020. En cas de modification du règlement interne, le Conseil d'Administration peut d'autorité adapter cette référence au règlement interne.